

Quand les religieux prennent le pouvoir

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Quand les religieux prennent le pouvoir, ils déclarent parler au nom de l'absolu et s'octroient un droit absolu. Le plus souvent du temps, ils n'ont ni la compétence ni même l'appui populaire, car une fois au pouvoir, les théocraties balisent la pseudo-démocratie de façon à filtrer les élus - lorsqu'élections il y a ; car une fois au pouvoir, l'adulation dont ils font l'objet au départ ballonne leur ego; la tentation de corruption les pervertit d'autant plus qu'ils se sentent protégés par l'aura apodictique conférée aux dévots. C'est le cas de l'Iran.

La prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979 a été clamée être une grande victoire contre Satan. Elle a représenté cependant un désastre total pour l'économie iranienne. Le pouvoir absolu a également représenté une caverne d'Ali Baba pour les mullahs iraniens. Le fait que les mullahs s'octroient les biens de personnes dont le comportement est jugé « non islamique » leur permet de ce faire sans avoir à rendre compte au parlement. C'est ainsi qu'un consortium de plus de 100 milliards de dollars a été formé. Qui plus est, les Mullahs ont à leur disposition l'armée privée des Gardiens de la Révolution de près de 125 000 personnes qui est indépendante de l'armée iranienne...

En Iran même, le régime continue de célébrer des victoires qui n'en sont pas. La fin de la guerre irano-irakienne qui a fait un million de morts sans gain quelconque ; par dépit et pour détourner l'attention du peuple, le régime des mullahs a exécuté des milliers de prisonniers irakiens. L'accord des 5 + 1 portant sur les technologies nucléaires a été conclu « sur une base d'intérêts et non de concession stratégique » selon le guide suprême Khamenei, après qu'un embargo international ait été imposé à l'Iran. En

janvier 2016, l'organisation des États islamiques regroupant 55 états a condamné l'Iran pour son ingérence en Syrie, Arabie, au Bahrein, au Yémen et en Somalie. Le ministre des Affaires étrangères Zarif s'est rendu au Laos pour demander l'adhésion de l'Iran à l'Association des nations du Sud-est asiatique (ASEAN) et s'est vanté à son retour d'avoir remporté une grande victoire diplomatique de l'Islam. Dans les faits, sa demande a été reportée à l'an prochain alors que celles du Chili et du Maroc, pays non asiatiques, ont été approuvées. Le même Zarif a été porté au pinacle en Iran pour avoir fondé l'infrastructure d'une prospérité globale après s'être rendu à Cuba, en Bolivie, au Nicaragua et au Vénézuéla pour financer une nouvelle institution chargée d'enseigner... l'antiaméricanisme. Depuis 2012, l'Iran attend la réponse à sa demande d'adhésion au groupe de Shanghai créé par la Russie, groupe qui inclut la Chine et les républiques de l'Asie centrale. Enfin, l'Iran qui a organisé des manifestations durant le pèlerinage de La Mecque durant les années passées, manifestations qui ont dégénéré en bousculades faisant des centaines de morts, s'est vu contraint d'accepter des conditions d'isolement des pèlerins iraniens tels qu'il a préféré annuler le pèlerinage cette année.

Un autre organisme, celui des Gardiens de la Révolution, auquel les mollahs sont redevables tire les ficelles du pouvoir iranien. Sitôt que les islamistes ont assuré leur pouvoir en Iran, le président Banisadr a été démis et les Gardes révolutionnaires iraniens ont assumé des fonctions de plus en plus importantes. En 1989, ils ont soutenu la présidence de Khamenei, l'actuel guide suprême, contre Rafsanjani. Ils ont orchestré l'envoi de dizaines de milliers d'enfants-suicides au front durant la guerre irano-irakienne entre 2000 et 2008. Ils ont organisé des manifestations contre le président Khatami et ont durement réprimé la révolte civile de 2009. Les Gardiens de la Révolution dictent souvent la politique étrangère de l'Iran : l'armement du Hezbollah qui a dans les faits virtualisé l'autorité du gouvernement libanais, l'armement du Hamas à Gaza et des Houthis au Yémen, sans parler de l'appui inconditionnel au dictateur syrien Bachar Al-Assad. Cet appui a été supervisé par Qassem Soleimani, chef des Gardiens

de la Révolution. Ce dernier a envoyé en Syrie des milices chiites, des réfugiés afghans et des chiites du Pakistan.

Le guide suprême iranien a le dernier mot. Le premier ayatollah, Khomeiny, n'a accepté une trêve avec l'Irak que lorsqu'il fut rendu à bout. Le second ayatollah Khamenei a accepté d'entériner l'accord des 5 +1 sur les technologies nucléaires que lorsque l'économie iranienne fut rendue au plus bas. Encore aujourd'hui, il se promet de continuer à aider le président syrien jusqu'à la victoire totale. Une seule personne décide de faire souffrir en martyrs les Syriens et les Iraniens encouragés à se porter volontaires.

Et pendant ce temps-là, le peuple iranien souffre des sanctions économiques qui lui sont imposées. Toutes les sanctions n'ont pas été levées après l'accord des 5+1 sur les technologies nucléaires, car celles qui touchent à l'encouragement aux organisations terroristes persistent. Bien des institutions internationales évitent de commercer avec l'Iran de peur que les sanctions contre ce pays ne soient réimposées. La Russie continue à vendre à l'Iran des centrales nucléaires et la Chine a envahi le marché iranien au grand désarroi des artisans et boutiquiers iraniens. Alors que l'Iran était autosuffisant en matière de production de nourriture avant la révolution islamique, il importe aujourd'hui 40% de sa nourriture. Officiellement, le taux de chômage est de 12% bien qu'il soit évalué à 25% par la Chambre de commerce iranienne.

Et pendant ce temps-là, le peuple iranien souffre du manque de liberté : des centaines de condamnations à mort chaque année sans compter les dizaines de journalistes emprisonnés et intimidés. La population modérée n'a pas droit à la parole, cela va sans dire.

Et pendant ce temps-là, le peuple iranien souffre de l'indifférence du président Obama lors de la révolte populaire de 2009, contrastant avec les appuis verbaux quasi quotidiens du même aux manifestations du printemps arabe. Il souffre de la légitimation d'un régime par des accords

internationaux, régime qui a fait de l'acquisition de centrales nucléaires sa priorité et son obsession premières, alors que l'Iran dispose de 9% des réserves mondiales de pétrole et de 16% des réserves mondiales de gaz.